

Ecrit par le 23 juillet 2024

Professeur Raoult : « Ce qui nous intéresse maintenant ce sont les séquelles »

Dans son nouveau point sur l'épidémie de coronavirus, le professeur Didier Raoult rappelle que cette maladie se comporte finalement, comme toute les autres, et qu'elle devrait s'estomper durant le courant du mois de mai. « L'avenir est toujours imprévisible », poursuit-il, même s'il donne peu de crédit à un éventuel rebond. « Par contre, personne n'est capable de dire si cela réapparaîtra l'année prochaine. »

Le patron de l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) de Marseille profite également de cette vidéo pour mettre un 'tacle' au Remdesivir, le très onéreux médicament* 'miracle' du groupe pharmaceutique américain Gilead « sur lequel la France a beaucoup misé. »

« On se rend compte que cela ne sauve pas les gens », insiste-t-il

Un retard en équipement de scanners

Selon lui au bilan, la contagiosité de la maladie n'a finalement pas été très élevée. De l'ordre de 3 %, soit bien moins qu'une grippe classique. Idem pour le taux de mortalité avec des décès qui, généralement, ont touché des gens déjà fragile. « Nous n'avons comptabilisé qu'une seul décès d'une personne de moins de 65 ans et nous n'avons pas constaté de cas grave sur les 150 enfants que nous avons eu. » Pour lui cette crise a aussi montré le retard de la France en matière d'équipement de scanner afin de remplacer les radios du thorax.

« Ce qui nous intéresse maintenant c'est les séquelles, poursuit le professeur Raoult. On sait qu'après le Sras les gens ont jusqu'à 20 % d'insuffisances respiratoires après avoir fait une pneumopathie. Là, on a découvert au scanner que 65 % des personnes que l'on disait asymptomatique avaient des lésions qui n'ont pas été diagnostiquées. C'est ça désormais la suite de l'histoire, ce n'est plus l'épidémie à infection aiguë. »

**Selon l'Institute for Clinical and Economic Review (ICER) le seuil de rentabilité de ce médicament estimé à environ 4 500 \$ par traitement. Dans le même temps, la boîte de Plaquénil était vendue en France aux environ de 2,20 € jusqu'à son retrait de la vente libre en pharmacie en janvier 2020.*

Ecrit par le 23 juillet 2024

Les goguettes en folie e-attaquent !



Nous avons apprécié leur spectacle donné en décembre 2019 au Pôle Culturel Jean Ferrat à Sauveterre. Ce trio - mais à quatre- de chansonniers n'a pas son pareil pour détourner les chansons et croquer l'actualité. Le confinement ne les fait pas taire même si leur prestation à La Cigale à Paris est annulée. Les Goguettes se sont vues dans l'obligation de multiplier les attaques envers les principaux acteurs de la situation actuelle : le coronavirus, le pangolin et même le chômage partiel !

A ne pas rater [ICI](#) , "T'as voulu voir le salon" sur l'air de "Vesoul" de Jacques Brel.

Les huissiers de justice, acteurs d'une reprise d'activité respectueuse des règles sanitaires

Ecrit par le 23 juillet 2024



Les huissiers de justice, fortement impactés par la crise du Covid-19, se préparent à mener la reprise économique dans les meilleures conditions et à vérifier qu'il en ira de même dans les entreprises. [Patrice Gras](#), président de l'Union nationale des huissiers de justice (UNHJ), aborde les enjeux de cette reprise.

■ Comment les huissiers de justice traversent-ils cette période difficile ?

« Ils la traversent d'une façon un peu particulière, dans la mesure où quasiment toutes nos procédures se sont arrêtées, ce qui est normal compte tenu de ce que le pays est en train de vivre. Aujourd'hui, les études d'huissier ont une activité qui ne dépasse pas les 10 à 20%. Enormément de nos collaborateurs sont en chômage partiel, quelques-uns sont en télétravail et, à de rares exceptions, d'autres travaillent encore dans les études. Sachant que, en règle générale, l'ensemble des huissiers de justice sont dans les études et sur le terrain pour signifier le peu d'actes qui existent et qu'on leur demande de réaliser. »

■ Aujourd'hui, j'imagine que votre priorité est la santé des collaborateurs ?

Ecrit par le 23 juillet 2024

« Oui c'est la santé des collaborateurs, celle de mes confrères et consœurs et également celle des personnes pour lesquelles on nous demande de livrer une signification, puisque l'on a certains actes d'huissier à gérer dont des actes pénaux demandés par les parquets. On reste donc présent en respectant les mesures de confinement, la distanciation et le peu d'actes remis le sont dans les normes, dans de bonnes conditions. »

■ **Le président Macron a annoncé une reprise progressive à partir du 11 mai. Comment la préparez-vous ? Pouvez-vous nous parler du site « reprise-eco.fr » que vous avez récemment lancé ?**

« Ce site est plus une question de société parce que, aujourd'hui, on doit essayer de se réinventer. Face à cette situation sans précédent, ce site n'est pas tant destiné aux huissiers de justice qu'à l'ensemble des TPE/PME, des entreprises du CAC 40 ou encore des collectivités publiques. La question est de savoir comment la reprise va pouvoir s'installer et quelles sont les meilleures conditions pour cela, dans l'état actuel de la connaissance de la médecine. »

« Puisque, progressivement, les établissements vont rouvrir, il est probable qu'un procès-verbal de constat, avec l'huissier de justice ès qualité de tiers de confiance, nous soit demandé, notamment parce qu'entre les sociétés, entre leurs collaborateurs, entre les différents syndicats et entre l'État, auront été instaurés des protocoles de reprise, pour relancer l'économie. Le constat d'huissier prouve alors que tel ou tel chef d'entreprise peut permettre aux salariés de reprendre le cours de leur vie professionnelle ou peut améliorer les conditions pour la reprise du travail. »

« Un procès-verbal de constat, dressé à la demande des parties, permet d'indiquer, par exemple, qu'un magasin a bien mis en place une file d'entrée et une autre de sortie, que tel ou tel support a été décontaminé, que les collaborateurs sont tous couverts et équipés de masques, de lunettes, de gants afin que la contamination ne se propage pas, tout en permettant à l'économie de reprendre. C'est aussi un moyen d'établir la confiance nécessaire à l'instauration d'un climat propice à la reprise des activités du pays. »

■ **Avec des secteurs très différents, je suppose que vous êtes face à des demandes différentes...**

« Absolument et je conseille à tous d'aller sur le site du ministère du Travail, qui a mis en place une trentaine de protocoles disponibles en fonction des activités, après avoir mené une réflexion sur une méthodologie de reprise. Il revient ensuite à chacun de les adapter à ses locaux, à ses structures et à son entreprises, pour permettre une meilleure reprise. La démarche que nous avons eue a été de penser à la reprise économique pour le tissu économique et pas forcément pour l'huissier. Par contre c'est la qualité de tiers de confiance que nous mettons à disposition dans ce cadre. »

■ **Comment s'organisera le travail au sein des bureaux ?**

« Si plusieurs personnes doivent travailler dans un même bureau, il convient de réaménager les postes de

Ecrit par le 23 juillet 2024

travail, de placer moins de personnes dans un même endroit, d'installer des protections, éventuellement en Plexiglas, et d'avoir régulièrement une entreprise de ménage ou pour procéder à des nettoyages de surface, notamment si elles doivent servir à recevoir du public. Chacun doit réfléchir à son environnement et doit adapter, sur un modèle précis, une vérification. Voilà les conseils que l'on peut être amené à donner et à vérifier l'installation. »

■ Qui peut demander votre intervention pour un constat ?

« Cela peut être chaque entrepreneur, puisque qu'on ne peut pas procéder à un constat sans l'autorisation a minima de celui qui est responsable des locaux dans lesquels on vient, mais cela peut être une demande de deux parties, à la fois de la direction et des collaborateurs ou des syndicats, si l'entreprise est plus importante. Il y a quelque chose à construire ensemble pour reprendre l'activité et qu'ils soient patrons d'entreprise, dirigeants ou collaborateurs, je crois qu'ils ont tous cette envie. »

■ L'utilité de faire un constat est-elle de se décharger d'une certaine responsabilité en justifiant de la qualité des équipements mis en place ?

« Le rôle du chef d'entreprise est d'assumer ses droits et obligations. Il a, notamment, celle de protéger ses collaborateurs, ses partenaires, qui viendraient éventuellement à livrer, ou ses clients si la structure reçoit du public. Si rien n'est mis en place, si la reprise du travail se fait de façon « sauvage » et qu'un collaborateur, partenaire ou client venait à être contaminé, l'entreprise et ses dirigeants pourraient être inquiétés et leur responsabilité pénale pourrait être engagée. L'objectif est de trouver des éléments qui rassurent qui, juridiquement, protègent. Par exemple, si les collaborateurs prennent les transports en commun, il est de la responsabilité de l'employeur de leur fournir les masques nécessaires à leur transport. Sur ce sujet, il y a une réelle réflexion à avoir. La question est de savoir si les entreprises prendront le risque de redémarrer leur activité sans aucune protection et si, dans ce cas, les collaborateurs accepteront de travailler ou feront usage de leur droit de retrait. Le procès-verbal que l'on serait amené à établir ne serait que le reflet, ou des décisions de l'employeur, ou des accords bipartites ou tripartites des membres de l'entreprise. C'est un moyen de constater qu'il y a eu une réflexion et une application d'un certain nombre de principes que l'État nous a demandé de faire respecter pour bon nombre d'entreprises. »

■ En tant qu'huissier vous n'assurez pas le conseil aux entrepreneurs ?

« Non, ce n'est ni notre fonction ni notre rôle. Nous sommes dans un constat matériel, nous constatons que des documents existent, dont naissent des obligations et dont l'application est faite. Nous constatons que le dispositif et l'environnement permettent un début de reprise avec un maximum de protection, dans l'état actuel de nos connaissances. »

■ Quel serait le coût d'un tel acte pour un entrepreneur ?

Ecrit par le 23 juillet 2024

« Tout dépend du temps passé sur place, de la taille de l'entreprise et des points de contrôle. Les honoraires sont libres, il n'y a pas de coût déterminé. C'est un accord que doit prendre l'entrepreneur avec l'huissier de justice de l'une des 1 700 études françaises. Selon la taille de l'entreprise, le coût moyen d'un constat ira de 250 à 350€. L'important est de prendre contact et de demander un devis. »

■ Souhaitons-nous donc une bonne reprise !

« Oui, il faut que les reprises se fassent dans de bonnes conditions. Tous les États sont touchés, toutes les professions sont concernées. Cette proposition se fait pour essayer de faciliter une reprise et que les droits et obligations de chacun soient bien respectés et constatés. C'est tout le mal qu'on nous souhaite.»

Propos recueillis par [Boris Stoykov \(Affiches Parisiennes\)](#) pour [Réso Hebdo Eco](#)

[L'Echo du Mardi](#) est l'un des trois membres fondateurs du [Réso Hebdo Eco](#) avec le [groupe ECOMédia](#) et la [Tribune Côte d'Azur](#).

Après l'humanité chahutée, l'humanité rénovée ?

Écrit par le 23 juillet 2024



Baudouin Ardillier est frère de la communauté de Saint-Jean à Avignon et curé de paroisse de l'église Saint-Ruf à Avignon où il prêche au cœur du renouveau charismatique. Il évoque la crise du Covid-19 et continue de proposer à chacun et aux plus jeunes d'entre nous de se construire en sachant qui nous sommes et d'où nous venons.

Ce que l'on vit actuellement avec le Covid-19

«Plusieurs réflexions me viennent. On est en train de faire un atterrissage et de vivre une désillusion. Nous vivons dans une société qui, selon moi, est fondée sur de grandes illusions : la toute-puissance de l'homme et du marché économique, la primauté de la consommation pour exister et, surtout, l'invulnérabilité, avec la volonté de l'homme augmenté (trans-humanisme, mouvement culturel et intellectuel international prônant l'usage des sciences et des techniques afin d'améliorer les caractéristiques physiques et mentales des êtres humains) pour vaincre enfin la mort, bref, devenir maître de la vie et de la mort.»

Et voilà qu'un infime virus

«Et voilà qu'un infime virus fait tomber l'ensemble des croyances de l'humanité. Je parle là des même

Ecrit par le 23 juillet 2024

croyances qui avaient cours sous la Rome antique ou chez les grecs comme on se souvient d'Icare, le fils de Dédale, qui, approchant trop du soleil s'est brûlé les ailes, tomba et mourut. On pense à la tour de Babel qui s'élevait pour toucher le ciel et qui s'écroula. Derrière cette unité de façade d'un monde où nous serions tous unis, « tous citoyens du monde », il y a quelque chose qui ne colle pas. Ce quelque chose ne correspond pas à l'identité de l'homme. Comme si l'on voulait faire vivre à l'homme quelque chose de faux. Aujourd'hui, simplement, on s'en rend compte. On vient de quitter le monde de certaines illusions et certitudes, mais temporairement je le crains.»

Le frein le plus étonnant

«Le frein le plus étonnant ? On ne sait pas de quoi demain sera fait : économiquement, humainement, spirituellement, au niveau de la santé. On ne sait plus rien. Je viens d'apprendre quelque chose de très intéressant. Les plus grands spécialistes américains, dans les prévisions qu'ils ont faites du Covid-19 en Amérique il y a quelques semaines se sont trompés. Pour eux sur 12 jours il devait y avoir 19 à 20 000 morts alors qu'au moment où ils leur pronostic devait se réaliser il y en avait déjà plus de 100 000. L'erreur qu'ils ont faite est colossale. On se retrouve avec des gens qui affirment une vérité scientifique alors qu'ils ne savent pas.»

“Le frein le plus étonnant ? On ne sait pas de quoi demain sera fait : économiquement, humainement, spirituellement, au niveau de la santé”.

L'essentiel versus l'accessoire ?

«La limite de tout ce que l'on vit ? On passe des 'sachants', 'spécialistes', 'pseudo experts' à rien... Rien qui puisse nous rassurer parce que personne ne sait ce dont demain sera fait. Finalement c'est la question de la mort qui est posée. Il y a ceux qui recherchent des moyens de se rassurer et qui n'en trouvent pas et puis il y a une démarche spirituelle qui naît ou peut naître chez certains qui se posent la question de l'essentiel et de l'accessoire. Peut-être que l'humilité nous propose de vivre autre chose.»

La limite ? Ceux qui mourront de faim à l'autre bout du monde...

«Une personne m'a dit : 'Quand on consomme le minimum -c'est-à-dire lorsque l'on se contente du nécessaire - : on est en crise économique ! C'est fou ! Ce qui va se produire ? Beaucoup craignent de grands troubles. On va reprocher aux hommes politiques leur manière d'avoir géré le Covid-19. Peut-être parce que, chez nous, avec le confinement on aura épargné quelques morts mais qu'à cause de ce confinement des millions de personnes pourraient mourir de faim à l'autre bout du monde du fait de l'arrêt de notre économie. C'est aujourd'hui la grande question qui se pose.»

Une situation exacerbée ?

«La situation actuelle exacerbe l'ensemble des problèmes actuels, comme le dévoilement de certains comportements lors du confinement, comme les différences sociales parce qu'on n'est pas confiné de la

Écrit par le 23 juillet 2024

même façon dans 10m2 ou dans une grande maison. C'est aussi une affaire de vulnérabilité et l'injustice d'être 'étayé' psychologiquement ou pas pour vivre ce genre de situation, car notre société a créé beaucoup de gens qui ne savent pas ce que c'est d'avoir un monde intérieur, un contenu riche de sa propre vie spirituelle... Un exemple ? Aujourd'hui les gens parlent avec peu de mots de vocabulaire mais s'expriment avec plus de violence. Je crains que nous ayons une exacerbation de la violence. Ce qui était déjà limite sera vite dépassé. Il me semble que soit nous vivons une véritable réforme humaine, soit nous risquons une explosion sociale.»

Banlieues et Gilets jaunes

«Les banlieues sont depuis longtemps frémissantes et les Gilets jaunes sont en colère. Nous nous trouvons face à une poudrière terrible. Notre problème ? Faire face à un système économique sans contenu. Notre système économique, dans les grandes lignes, propose une identité construite par le faire et l'avoir, et non pas par l'être. Soit l'on fait et l'on a et donc l'on est quelqu'un, mais l'idée d'être, à elle seule, n'existe plus. Or, les gens ont besoin de fond et cette crise du Covid-19 ne nous laisse rien d'autre, en ce moment, que de nous interroger sur ce que nous sommes. Certains appelleront cela 'repli identitaire' alors que moi j'appelle cela un approfondissement de la vie personnelle, de la vie intérieure.»

Vacuité du monde

« C'est un monde souvent creux qui se résume à avoir ou ne pas avoir, être un leader ou ne pas l'être. On n'en n'a rien à faire ! La question est : qui suis-je et où vais-je ? Quel est le sens, le rôle de ma vie ? Le monde ne répond pas à ces questions et va même à l'opposé : 'ne te poses pas la question'. Le plus grand danger ? Cette idéologie qui a décidé de supprimer l'homme et sa quête de sens pour la remplacer par la matière et la quête de l'avoir et du pouvoir. Aujourd'hui nous sommes en échec et la seule chose qui reste est la quête de sens, cependant, comme elle n'a pas été nourrie de spiritualité et d'intelligence depuis des années, cela se transforme, chez beaucoup, en angoisse, en fuite et en désespoir.»

Les Gilets jaunes

«Comment j'analyse la crise des Gilets jaunes ? C'est juste la manifestation de gens qui ont du bon sens et qui disent : 'je gagne ce que je crée et ce que je produis chaque jour. Or, on ne reconnaît pas ce que je produis alors que cela fait vivre les gens'. Dans le même temps d'autres nous montrent aussi que nous vivons dans un monde d'adolescents et disent : 'on n'a pas besoin de produire de la bouffe, ni de faire 'tourner' le pays parce qu'on bénéficie de lait en cubes d'un litre, de la Caf (Caisse d'allocations familiales), des exonérations, du chômage, des RTT (Réduction du temps de travail)... Le problème ? La manière de considérer le travail aujourd'hui. Le travail est une belle chose, produire avec ses mains est valorisant, se lever pour gagner son pain permet de se regarder dans la glace. Mais bien souvent, les aides sociales sont plus confortables qu'un travail, et je comprends très bien que beaucoup hésitent à perdre en pouvoir d'achat dans le monde du travail. Le système marche sur la tête, et rend les gens dépendants non pas de leur travail remplacé par celui de l'autre bout du monde, mais dépendant de prestations sociales. Cette injustice sociale est une des raisons du soulèvement des Gilets jaunes. Qui, aujourd'hui fait 'tourner la France' ? Les Gilets jaunes ! Ce sont ceux qui, hier, étaient dans la rue qui,

Ecrit par le 23 juillet 2024

aujourd'hui, sont au boulot, masque sur le nez.»

Ce qui est sous-jacent ?

«Ce qui est sous-jacent à tout cela ? La réalité du monde. Il est très 'bobo' de faire son pain chez soi, mais la boulangerie c'est un vrai métier, tout comme la culture du blé. De même que le lait ne naît pas dans des briques mais grâce au travail du paysan-agriculteur qui élève des vaches et les traie. Nous sommes dans une crise de vie. Nous bénéficions de la production des autres alors que les producteurs français sont méprisés et que le plus souvent, fruits, légumes ou viandes font le tour de la planète. Nous sommes en train de tout tuer. Quand on n'est plus dans le monde du travail mais du loisir, à un moment donné, les gens qui travaillent n'acceptent plus le loisir des autres parce qu'ils se retrouvent à être les seuls à travailler devant d'autres qui considèrent le loisir comme leur travail. C'est là tout le problème. Et la culpabilité ne repose pas sur les gens, mais sur une politique (polis, la cité) qui s'est détaché d'une sagesse ancestrale balayée par une vision creuse.»

“Je dirais à ceux qui construisent l'avenir que l'on doit revenir à notre frise chronologique historique. Pour être faut-il savoir qui nous sommes et d'où nous venons et remonter plus loin qu'au siècle des lumières...”

Des spécialistes mais pas de vision

«Après le Covid-19 resterons-nous les mêmes oubliant ce qui s'est passé ? Chassez le naturel et il revient au galop ! Qu'est-ce que l'humanité sait faire d'autre ? Car l'humanité a oublié son histoire. Aujourd'hui on ressort la grippe espagnole de 1918 et les gens s'interrogent. Ah bon ? Tout le monde dit : 'C'est à cause de la mondialisation.' Pourtant la grippe espagnole a fait des millions de morts en Europe parce qu'un homme y est arrivé par bateau d'Amérique ! On n'a plus d'histoire mais des thématiques sans chronologie et on ne sait donc plus qui l'on est. Il n'y a plus de sagesse, on a tout remplacé par la Science.»

La conduite du changement

«La question ? Que donner aux gens pour nourrir leur vie personnelle et pour qu'ils aient envie d'une vraie conduite du changement ? Nous vivons une crise des idées, des leaders du Monde qui ne sont plus des sages mais des opérationnels de la décision sans précisément de vision. Et les gens qui en ont sont souvent des extrémistes. On manque de sages visionnaires. Au lieu de créer du nouveau qui tire vers le haut on revient à nos fondamentaux plutôt creux. On risque ainsi d'accélérer la consommation pour assurer notre bien-être et notre paix. Pour autant la consommation n'est pas un mal, tant qu'elle est juste et ajustée à l'homme et à la planète.»

L'exemple de l'Inde

«Ce que l'on a perdu ? Le sens de la nation, de l'autonomie alimentaire, médicale, agricole, industrielle.

Ecrit par le 23 juillet 2024

Ca fait des années que tous les grands pays industriels critiquent l'Inde qui a mis en place un système incroyable : chaque année le gouvernement Indien préempte une partie des récoltes ce qui a pour résultat de prémunir le pays en cas de famine. Ça s'appelle de l'autosuffisance. Aujourd'hui ce pays n'a pas besoin de l'aide alimentaire des autres. Et nous ?»

Ceux qui savent faire et ceux qui font

«La France s'est désindustrialisée et 'boboïsée' seulement soutenue par le tertiaire, mais on n'est plus dans le travail et la production et dans un savoir-faire acheminé ailleurs pour que les autres fassent ce que nous, nous savions faire. Maintenant il y a ceux qui savent faire et ceux qui font. On risque de se 'réindustrialiser' avec, cependant, la limite Allemande. Car eux n'ont pas lâché leur industrie et profitent à plein des deniers de l'Europe. Certains disent : 'il faut plus d'Europe' tandis que d'autres disent : 'c'est la fin de l'Europe', ou encore, 'c'est la fin de la mondialisation'. Tous disent juste ce qu'ils pensaient avant et le justifient avec la crise. La difficulté ? Si on réindustrialise l'Europe le risque est que l'on ne pense pas au bien des pays mais au bien de l'Europe. L'Europe deviendrait une nation. Or, il me semble que les gens ont besoin de retrouver une unité de culture, de langue et d'histoire afin qu'on ne dise pas un jour que la guerre de 1939-45 était un conflit régional entre la Picardie et la Bretagne. Parce que nous vivons tous des histoires différentes et nous ne sommes pas les mêmes.»

Mais demain ?

«Aujourd'hui on dit : 'Bien sûr qu'il faut ré-industrialiser, re-soigner, re-nationaliser, faire revenir en France les outils de travail'. C'est la base. J'attends de voir demain. Le grand souci ? Est-ce que la France sera bénéficiaire de ce retour à l'autonomie ? Mais lorsque l'on parle ainsi, on se fait traiter d'anti-Européen parce que, dorénavant, on a peur de parler de pays, de nation, de souveraineté nationale, de culture, d'identité... Ou encore de souverainiste, de Front national a qui, malheureusement, on a abandonné des notions fondamentales chères à Robert Schuman ou Konrad Adenauer (les pères de l'Europe). Faudra-t-il relancer le pays ou l'Europe ? Ou relancer l'Europe de ses pays ?»

A ceux qui construisent l'avenir

«Je dirais à ceux qui construisent l'avenir que l'on doit revenir à notre frise chronologique historique. Pour être faut-il savoir qui nous sommes et d'où nous venons et remonter plus loin qu'au siècle des lumières... Or, nous avons effacé qui nous étions, notamment en 1968 avec 'du passé faisons table rase' (L'Internationale). Pour construire le futur nous avons besoin d'historiens, de sages, de philosophes, de personnes d'envergure à la fois non seulement dans la tactique mais aussi dans la stratégie. S'il nous faut des ingénieurs pour construire des ponts, il nous faut aussi des hommes pour tracer des routes, des itinéraires pour aller quelque part : des visionnaires-philosophes. Pour que nos jeunes prennent de la hauteur, qu'ils puissent remettre en cause librement, dire ce qu'ils pensent et penser ce qu'ils disent.»

Ecrit par le 23 juillet 2024

Professeur Raoult : « le rebond, je ne sais pas d'où cela sort »

Après avoir confirmé, il y a quelques jours, la diminution constante du nombre de cas diagnostiqués et de personne hospitalisées en réanimation au sein de ses services, le professeur Didier Raoult évoque son ressenti sur le risque d'une éventuelle seconde vague épidémique.

Dans une nouvelle vidéo d'une vingtaine de minute, il explique que la courbe du Covid-19 correspond à la courbe classique des épidémies. « L'histoire du rebond c'est une fantaisie qui a été inventée après la grippe espagnole qui, elle, a commencé l'été et qui donc n'a rien à voir. »

Pour le patron de l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) de Marseille, cette épidémie s'inscrit dans le schéma habituel de la plupart des pandémies qui ont frappé l'humanité depuis la nuit des temps. Et dont toutes ont pourtant disparu malgré le fait que l'on n'avait pas alors les moyens de les contenir.

« Cela a toujours existé du temps de la variole ou bien encore de la rougeole, il y avait des épidémies, puis cela s'arrêtait, et cela revenait avant de disparaître à nouveau, sans que l'on sache trop vraiment pourquoi d'ailleurs. »

Isoler seulement les gens positifs

En projetant les modèles des épidémies déjà étudiées, le professeur Raoult estime que 97 % des cas auront eu lieu vers le 7 mai et 99 % autour du 19 mai.

« Nous serons alors dans le moment où nous pourrions faire du déconfinement et organiser seulement l'isolement des gens positifs sachant qu'il est vraisemblable qu'à cette période la transmissibilité du virus sera devenue beaucoup plus faible. »

Didier Raoult profite également de son intervention pour lancer quelques piques : « Le rebond, je ne sais pas d'où cela sort » ou bien encore « le fait qu'il faut que 70 % d'une population soit immunisé pour contrôler une maladie, c'est des chiffres entièrement virtuels ».

« En projetant les modèles des épidémies déjà étudiées 97 % des cas de Covid-19 auront eu lieu vers le 7 mai et 99 % autour du 19 mai. »

Traitement & réanimation

« Ce qui est très important dans le traitement, c'est qu'il y a plusieurs phases dans cette maladie que

Ecrit par le 23 juillet 2024

nous commençons à bien connaître », poursuit-il avant de rappeler que « les infections virales, c'est au début qu'il faut les traiter ».

Il revient aussi sur le rôle des médecins dans la crise : « on ne peut pas laisser les gens dans leur lit sans qu'on leur donne quelque chose jusqu'à ce qu'ils aient une insuffisance respiratoire et soient hospitalisés. C'est contraire à la médecine. On est là pour les soigner ! »

Il souligne également la qualité des services de réanimation français : « honnêtement on aurait pu avoir 30 % de morts en plus sans le formidable travail de ces équipes qui se sont trouvées dans des situations que l'on pourrait qualifier d'état de guerre ». Enfin, pour lui, le prochain défi sera de réfléchir comment détecter les fibroses de ceux que l'on croyait guéris ou pas atteints.

Où les capacités en réanimation restent tendues

Pour le portail de données [Statista](#), le déconfinement des Français, mis en œuvre à partir du 11 mai, se fera de manière progressive et différenciée selon la situation épidémiologique à l'échelle départementale. Les autorités de santé vont publier quotidiennement une carte qui classera les départements en 'vert' (pour un déconfinement classique) et en 'rouge, où la fin du confinement prendra une forme plus stricte. La différenciation sera basée sur l'analyse de trois critères : l'évolution du nombre de cas sur une semaine, la capacité de dépistage des départements et le taux d'occupation des services de réanimation.

Comme le montre cette carte, reprenant les données de Santé publique France compilées par Esri, les hôpitaux de plusieurs départements ont encore un taux d'occupation de leurs services de réanimation qui dépasse 100 %. Ces statistiques sont réalisées à partir du nombre de lits disponibles avant la crise sanitaire et, bien que la capacité ait été augmentée depuis, permettent de se faire une idée des départements qui restent sous tension. Le taux d'utilisation des lits de réanimation dépasse notamment 150 % dans toute l'Île-de-France ainsi que d'autres départements où la capacité en réanimation est faible et situés dans les régions Grand Est et Auvergne-Rhône-Alpes (les plus touchées).

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Écrit par le 23 juillet 2024

Barbentane : la salle des Fêtes transformée en manufacture de masques

La commune organise lors du pont du 1er mai une manufacture de fabrication de masques lavables à la salle des fêtes.

Une initiative solidaire de certains habitants pour laquelle la Ville a financé l'achat du matériel nécessaire à la réalisation de ces masques avec, entre autres, l'acquisition de 3 kilomètres d'élastiques. La mairie a notamment pu compter sur le soutien de l'enseigne de prêt-à-porter Souleiado qui a offert 126 mètres de tissus. À ce jour, 25 personnes se sont portées volontaires pour confectionner au moins 4 000 masques en tissu lavable fidèles aux normes AFNOR. Par ailleurs, la mairie lance un appel à la solidarité aux couturier(ière)s qui souhaiteraient apporter leur aide. Quant à la distribution des masques aux habitants de la commune, elle commencera dès le lundi 4 mai.

Du vendredi 1er au dimanche 3 mai. 08h à 12h et de 13h30 à 17h30. Salle des fêtes de Barbentane. Route de Boulbon. Barbentane.

Inscriptions : auprès de la mairie : 04 90 90 85 85 ou contact.mairie@barbentane.fr.

Le réseau Initiative à la manœuvre en Vaucluse

Dans le département, la plateforme '[Initiative terres de Vaucluse](#)' a été chargée par le [Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) d'instruire sur son territoire d'intervention les

Ecrit par le 23 juillet 2024

demandes de prêts du dispositif [Covid-Résistance](#) mis en place afin de soutenir les entreprises locales affaiblies par la baisse ou l'arrêt de leur activité.

Le Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur a confié la gestion du fonds 'Covid-Résistance', et l'instruction des demandes de prêts, au réseau Initiative. Dans le département, c'est donc la plateforme Initiative terres de Vaucluse qui aura la charge d'accompagner les entreprises sur son territoire d'intervention qui comprend les agglomérations du Grand Avignon et Luberon Monts de Vaucluse ainsi que des communautés de Communes Pays réuni d'Orange, Sorgues du Comtat (pour les villes de Sorgues et Bédarrides), Pays des Sorgues Monts de Vaucluse et Pays d'Apt Luberon.

Qu'est-ce que le prêt Covid-Résistance ?

Lancé par la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec le soutien de la [Banque des Territoires](#) et l'aide des collectivités qui ont décidé de l'abonder, le fonds 'Covid-Résistance' est doté de 37 M€. Ce dispositif s'adressent à toutes les entreprises ou associations (hors secteur agricole parce-que dispositif spécifique*) qui comptent moins de 20 salariés et dont le siège social est situé en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les entreprises sollicitant un prêt, devront attester être à jour de leur situation fiscale et sociale, ne pas être interdit bancaire ou faire l'objet d'une procédure judiciaire. Enfin, elles devront justifier d'une baisse de chiffre d'affaires d'au moins 30 %, ou d'un besoin de trésorerie lié à la crise et impactant sa viabilité et avoir mobilisé en amont les différents dispositifs de soutien en place (report des charges sociales, fiscales...). Le prêt à l'entreprise est consenti à taux zéro, sans garantie personnelle du dirigeant et dont le montant est compris entre 3 000 € et 10 000 €. Il sera remboursable sur 5 ans maximum et avec un différé d'amortissement de 18 mois maximum.

Comment déposer une demande de prêt Covid-Résistance ?

Afin de simplifier les démarches des entrepreneurs, un site internet dédié à la réception des demandes de prêt Covid-Résistance est ouvert. Tout entrepreneur concerné pourra ainsi déposer sa demande motivée, accompagnée des éléments justifiant de son besoin. À tout moment sur le portail, le chef d'entreprise pourra solliciter l'appui d'une structure d'accompagnement référencée par la Région, qui pourra l'aider à compléter son dossier.

Les dirigeants seront entendus par les membres des commissions afin d'appréhender avec justesse leurs besoins, leurs capacités de rebond et leur accorder l'aide financière leur permettant de résister face à la crise. Les prêts Covid-Résistance attribués, pourront être versés au bénéficiaire à compter de début mai.

Pour tous renseignements complémentaires sur <https://tpte.initiative-sud.com/> ou auprès :

- **Le Pontet Avignon Orange Sorgues :** contact@initiativeterresdevaucluse.fr / Tel : 04 90 14 91 91
- **Cavaillon/l'Isle -sur-la-Sorgue :** accueil@initiativeterresdevaucluse.fr / Tel : 04 90 78 19 61

Ecrit par le 23 juillet 2024

- **Apt** : Audrey.ferrer@initiativeterresdevaucluse.fr / Tel : 04 65 30 00 21

**Le Fonds d'Urgence d'Avance et de Trésorerie pour l'Agriculture (FUATA) doté à ce jour de 4 000 000€ par la région se mettra en place à partir du 4 mai pour information :*

<https://fuata.initiative-sud.com>

Didier Raoult confirme la diminution du nombre de cas diagnostiqués au sein de l'IHU Méditerranée Infection

Dans son nouveau point vidéo, le professeur [Didier Raoult](#) confirme la diminution constante du nombre de cas diagnostiqués et de personne hospitalisées en réanimation au sein de ses services.

« On est sur une vague descendante », poursuit le patron de de [l'Institut hospitalo-universitaire \(IHU\) de Marseille](#), même s'il y a un léger décalage avec le nombre de décès car « les gens meurent souvent plus d'un mois après avoir été infecté ».

Bientôt plus de cas dans les pays tempérés ?

« Si l'on continue comme cela, on a bien l'impression que ce qui était une des possibilités de cette maladie, c'est-à-dire que c'est une maladie saisonnière, est en train de se réaliser et qu'il est envisageable que d'ici un mois il n'y ait plus de cas du tout dans la plupart des pays tempérés. »

Au-delà cette crise sanitaire, pour le professeur Raoult « l'arrivée d'une nouvelle maladie aigue est quelque chose à laquelle l'ensemble des pays riches n'est pas prêt. C'est-à-dire qu'avec une maladie comme celle-là, le temps qu'il faut pour la traiter est très court. Et si on commence à faire des études qui se terminent quand il n'y a plus de maladie, cela veut dire que l'on ne peut pas lutter contre la maladie. Là, la question est de savoir si l'on doit traiter la maladie ou faire des essais. »

Écrit par le 23 juillet 2024

Aversion au risque vs situation de crise

« Dans les 15 pays ayant la plus forte mortalité, on ne retrouve que des pays riches, constate Didier Raoult. Cela veut dire qu'il y a actuellement une déconnexion entre la richesse et la capacité à répondre à des situations de cet ordre-là (...) Ce sont des manières de voir de pays qui n'ont pas l'habitude d'être confronté à des maladies où il faut prendre des décisions rapides. Quand on est des pays riches, où l'on vit très vieux et que l'on a plus grand-chose à espérer des nouvelles médecines, on n'est pas pressé. On a le temps. On a une aversion au risque et on est dans le principe de précaution. Tout cela n'est pas en adéquation avec une situation de crise. »